

Le facteur urbain dans le devenir linguistique des pays africains

Le facteur linguistique dans la constitution des villes africaines

Louis-Jean CALVET *

La ville est, en Afrique, un phénomène récent ; HAERINGER (1983 : 36), dans l'introduction à une bibliographie analytique consacrée aux recherches urbaines de l'Orstom, note que, corrélativement, c'est « au début des années 50 que le fait urbain semble avoir été découvert, dans l'Afrique noire française, par les détenteurs du savoir universitaire ». À la fin des années quarante, les études consacrées à la ville africaine sont rares : une *Petite étude sur la main-d'œuvre à Douala* (GUILBOT, 1948), deux articles de DRESCH (1949 a et b) *Villes congolaises* et *Villes d'Afrique occidentale*, *Les villes d'Afrique noire* de RICHARD-MOLLARD (1950) ... HAERINGER présente donc trente ans de recherches urbaines (1950-1980) et note dès la première page une caractéristique qui nous retiendra :

Les disciplines proprement anthropologiques comme l'ethnologie, la linguistique, la musicologie ..., numériquement peu représentées à l'Orstom, sont jusqu'ici restées à l'écart du domaine urbain, sauf exceptions que j'ai pris la liberté de rattacher à la sociologie. (HAERINGER, 1983 : 11).

Si les choses ont bien changé depuis les années cinquante (les *Cahiers des sciences humaines*, par exemple, ont publié en 1987 deux numéros consacrés au thème « travail et identité dans les villes du tiers monde »), l'absence de l'approche linguistique du phénomène reste cependant patente. Ainsi un article de DE MAXIMY (1987 : 319) consacré aux « marchés, facteurs et témoins de l'urbanisa-

* Linguiste, à l'université Paris-V, Paris.

tion», commence par souligner l'importance des marchés dans la ville :

Une longue pratique de plusieurs grandes villes d'Afrique et une étude approfondie de leur mode de croissance et de fonctionnement m'ont permis de constater le rôle qu'ont les marchés dans la structuration des espaces urbanisés.

Cependant, nulle part dans l'article ne seront prises en compte les langues des marchands (on trouve simplement une vague allusion aux boutiques bamiléké et éwondo proches du marché de Yaoundé).

Ayant moi-même consacré de nombreuses études aux marchés de villes plurilingues (Brazzaville au Congo, Niamey au Niger, Dakar et Ziguinchor au Sénégal, Bamako au Mali et Canton en Chine), j'ai pu constater d'une part que les stratégies de communication en situation d'échange commercial étaient révélatrices de solutions apportées *in vivo* aux problèmes posés par le plurilinguisme et que, d'autre part, elles n'étaient pas étrangères à l'intégration des migrants dans la ville. La cité est en effet le point de convergence de nombreuses langues (car les migrants sont les vecteurs des différentes langues qui font le plurilinguisme du pays), et par leur coexistence même ces langues posent un problème de communication que la pratique sociale résout de diverses façons : adoption d'une des langues en présence comme langue véhiculaire, création d'une langue *ad hoc*, etc. Or, la domination par les locuteurs de cette (ou de ces) langue(s) urbaine(s) est l'un des signes de l'intégration à la ville, en même temps que le choix collectif de cette (ces) langue(s) préfigure l'avenir linguistique du pays.

Présentant la situation du pijin des îles Salomon à Honiara, JOURDAN (1988 : 128) écrivait :

Un phénomène nouveau est apparu : en l'espace de vingt ans le pijin est devenu la langue principale (et depuis peu la langue maternelle) de la population de la ville d'Honiara. On peut alors se poser la question suivante : l'urbanisation crée-t-elle des contextes sociaux et des formes de relations sociales favorisant un changement dans l'utilisation que les locuteurs du pijin font de cette langue ? Ou encore : l'urbanisation met-elle les locuteurs du pijin aux prises avec des situations sociolinguistiques telles qu'une langue commune se dégage et devienne la langue principale de la population urbaine ?

C'est dans le même état d'esprit que cet article veut poser quelques problèmes relatifs au facteur urbain dans le devenir linguistique des pays africains. Comme on le verra, cette problématique peut aussi être inversée et concerne alors le facteur linguistique dans la constitution des villes africaines.

UN DÉTOUR PAR L'EUROPE

Malgré le titre de cet article, je voudrais commencer par évoquer la situation linguistique de l'Europe, pour opérer ensuite un va-et-vient entre l'Afrique et le vieux continent et tenter d'utiliser un savoir peut-être plus assuré afin de proposer une vue prospective des situations africaines. MEILLET (1928) voyait en Europe, en 1918, trois types de situations linguistiques :

— *celles de l'ouest*, où les langues de la ville se sont imposées comme langues nationales (anglais, allemand, français, italien, espagnol, portugais), en refoulant de plus en plus les parlers locaux qui tendent à s'aligner sur les parlers citadins ;

— *celles de l'est*, essentiellement sur le territoire de l'URSS, où la situation est marquée par la politique linguistique du pouvoir soviétique ;

— *celles d'une bande intermédiaire*, qui va de la Finlande aux Balkans, où l'on rencontre des conflits entre langues de la ville et langues des campagnes, le pouvoir politique étant aux mains des masses rurales dont les langues deviennent officielles et s'opposent aux langues de prestige des villes (pays nordiques, Hongrie, par exemple).

Il est vrai que dans toutes les situations plurilingues, la ville, point de convergence des migrations et donc des différentes langues du pays, est un lieu d'observation intéressant : on y voit émerger des langues d'intégration, le plus souvent la langue locale dominante mais parfois une langue *ad hoc*, du type pinyin, en fonction de langue véhiculaire. Et ceci mène à formuler l'hypothèse suivante : si la ville est un facteur d'unification linguistique, *un pays tendra d'autant plus vers l'unification linguistique qu'il aura un taux d'urbanisation élevé*. En effet, les langues régionales sont plus parlées à la campagne qu'en ville, où le brassage de gens d'origines diverses et la présence plus forte de membres du secteur tertiaire réservent un statut particulier à la langue du pouvoir : dans cette dernière partie du ^{xx}e siècle, l'urbanisation de l'Europe fait que l'on abandonne de plus en plus les langues régionales au profit des langues nationales. Ainsi, une langue aussi parlée encore que l'alsacien résiste-t-elle beaucoup plus à la campagne qu'à la ville. Une enquête de VELTMAN (1989 ; DENIS et VELTMAN, 1989) a montré que, en 1979, 87,3 % des alsaciens parlaient leur langue en milieu rural et 63,4 % en milieu urbain, ces pourcentages tombant à 81,6 % et à 40,7 % pour les enfants. C'est-à-dire qu'en calculant la différence de pratique linguistique entre deux générations nous obtenons les « taux de francisation » suivants :

- population totale : 25,3 % ;
- milieu rural : 6,5 % ;
- milieu urbain : 35,8 %.

L'évolution de la *situation linguistique interne* des différents pays concernés est ainsi fortement marquée par le taux d'urbanisation qui présente en Europe une croissance constante du xiv^e siècle à nos jours. Cette urbanisation peut être cernée d'une autre façon : vers 1500, il y avait 5 villes de plus de 100 000 habitants en Europe (Paris, Milan, Venise, Naples, Constantinople) ; vers 1600, ce chiffre passe à 12 villes, vers 1700, à 14 villes, et vers 1815, à 38 villes. Il est tentant de chercher des parallélismes entre le taux d'urbanisation d'un pays donné et les progrès de sa langue d'unification, pour peu qu'il y en ait une (ce qui n'est pas le cas de l'Italie jusqu'au début du xix^e siècle). Entre 1800 et 1980, par exemple, la France a connu l'évolution suivante de son *taux d'urbanisation* :

1800	1850	1910	1950	1970	1980
12 %	19 %	38 %	48 %	68 %	69 %

Ce qui nous donne la courbe de la figure 1.

Si nous prenons comme mesure de la *situation linguistique interne* de la France en 1800 le rapport Grégoire (présenté devant la Convention le 30 juillet 1793), nous avions alors 26 millions de Français dont 11 millions de francophones natifs, 3 millions de bilingues, 6 millions de gens qui parlaient à peine le français et 6 millions qui l'ignoraient. En considérant que tout le monde parle aujourd'hui français en France, nous obtenons une courbe semblable à la précédente. Ce parallélisme relatif démontre-t-il qu'il y a une relation directe entre l'urbanisation du pays et les progrès de la langue nationale ? Il le suggère plutôt, et il faudrait pour être plus démonstratif prouver que dans une situation inverse (baisse du taux d'urbanisation) l'expansion de la langue nationale est freinée ou en baisse. De telles situations sont en fait rares, et les seuls exemples

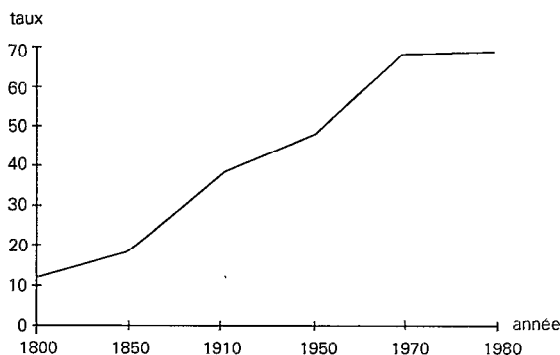


FIG. 1. — Taux de population urbaine en France.

contemporains sont ceux du Cambodge et de la Chine populaire pendant une époque assez brève : celle des Khmers rouges et celle de la révolution culturelle. Nous avons peu de données linguistiques sur ces périodes, et l'on peut se demander par exemple si l'envoi d'étudiants et d'intellectuels chinois à la campagne a répandu la langue nationale (le putonghua, ou «langue commune») ou, au contraire, a poussé ces intellectuels à apprendre la langue parlée par les paysans. Pour ce qui concerne le Khmer, PICQ (1984 : 41-42) a noté des transformations intéressantes :

Pour *manger*, on avait retenu le “haup” du paysan, et le “niam” du citadin avait dorénavant le don de soulever l'hilarité [...] Les termes *mari* et *femme* furent abolis au profit du terme général de *famille*, à résonance paysanne [...]. On avait abandonné le *bonjour*, *comment vas-tu?*, littéralement *es-tu content et tranquille?* pour *es-tu libre de toute fièvre?* qui correspondait mieux aux préoccupations quotidiennes.

Mais il ne s'agit là que de l'action directe de l'idéologie sur le lexique, et une enquête sociolinguistique devrait être menée sur ces points.

Il faut cependant ajouter au paramètre de l'urbanisation un autre paramètre, celui de la concentration du pouvoir politique dans une grande ville. De ce point de vue on peut distinguer trois types de situations.

Le cas A

Les pays dans lesquels le pouvoir politique et/ou économique se trouve dans la ville la plus peuplée, dont la situation peut se ramener à la formule *une grande ville, cette ville est la capitale*. Dans ce cas, la variante linguistique de la capitale tend à s'imposer comme norme linguistique pour l'ensemble du pays et les dialectes et les formules locales résistent mal et moins longtemps à cette norme (par exemple, la Grande-Bretagne avec Londres, la France avec Paris et la quasi-totalité des pays africains).

Le cas B

Les pays dans lesquels le pouvoir politique se trouve dans une des villes les plus peuplées, dont la situation peut se ramener à la formule *plusieurs grandes villes, une d'entre elles est capitale*. Les formes régionales et les dialectes résistent mieux, et plus longtemps à la variante linguistique de la capitale qui, en outre, n'est pas nécessairement considérée comme la norme. On peut évoquer l'exemple de l'Italie dont la capitale, Rome, a une population comparable à celle de Milan ou de Naples, ou l'exemple de la Chine

dont la capitale, Pékin, est moins peuplée que Shanghai et coexiste avec d'autres très grandes villes (Canton, Nankin, etc.)

Le cas C

Les pays dans lesquels le pouvoir politique se trouve dans une ville peu peuplée, dont la situation peut se ramener à la formule *plusieurs grandes ville, aucune n'est capitale*. Il n'y a pas de forme linguistique de la capitale considérée comme norme potentielle. C'est le cas des États-Unis d'Amérique avec Washington, beaucoup moins peuplée que New York, Chicago ou Los Angeles, et de l'Allemagne avec Bonn, beaucoup moins peuplé que Berlin, Munich et surtout que la conurbation de la Ruhr.

On trouve en Europe une excellente illustration de la différence entre le cas A et le cas C. FOURQUET (1968 : 1163), présentant en 1968 la situation de l'Allemagne, écrivait :

« On n'observe pas en Allemagne ce qu'on observe en France autour de Paris, en Angleterre, autour de Londres : une vaste aire continue où le dialecte a pratiquement disparu et où il n'y a qu'un moyen d'expression, la langue commune ... »

Et le cas de la Chine illustre parfaitement le cas B puisque, malgré la politique officielle qui tend à imposer le putonghua comme langue commune, des langues comme le wu, le cantonais, etc., résistent de façon remarquable.

Il nous faut donc reformuler notre hypothèse de départ et considérer qu'un pays tendra d'autant plus vers l'unification linguistique qu'il aura un taux d'urbanisation élevé et la plus grande ville comme capitale.

TABLEAU I

Évolution de la population dans les principales villes du monde

1900		1960		2000 (estimation)	
Ville	Nb. hab.*	Ville	Nb. hab.*	Ville	Nb. hab.*
Londres	6,4	New York	12,3	Mexico	31
New York	4,2	Londres	10,4	Sao Paulo	25,8
Paris	3,9	Rhin-Ruhr	6,9	Shangai	23,7
Berlin	2,4	Tokyo	6,7	Tokyo	23,1
Chicago	1,7	Shangai	5,8	New York	22,4
Vienne	1,6	Paris	5,5	Pékin	20,9
Tokyo	1,4	Buenos Aires	5,3	Rio	19
St Petersburg	1,4	Chicago	4,9	Bombay	16,8
Philadelphie	1,4	Moscou	4,8	Calcutta	16,4
Manchester	1,2	Calcutta	4,6	Djakarta	15,7
Birmingham	1,2	Le Caire	4,2	Los Angeles	13,9
Moscou	1,2	Los Angeles	4	Séoul	13,7
Pékin	1,1	Osaka	3,8	Le Caire	12,9
Calcutta	1	Milan	3,6	Madras	12,7
Boston	1	Bombay	3	Buenos Aires	12,1
Glasgow	1	Mexico	3	Karachi	11,6
Liverpool	0,98	Philadelphie	4	Delhi	11,5
Osaka	0,95	Rio	2,9	Manille	11,4
Constantinople	0,92	Detroit	2,8	Téhéran	11,1
Hambourg	0,9	Naples	2,6	Bagdad	11

* en millions d'habitants

Source : CHALLAND et RAGEAU, 1989 : 143

Si nous considérons le tableau I, nous voyons que selon les prévisions ce sont les villes du tiers monde qui seront les plus peuplées en l'an 2000, mais que l'Afrique noire est absente de cette liste. Cette situation potentielle peut correspondre soit à l'accroissement général de la population, soit à celui de l'urbanisation dans les pays considérés, c'est-à-dire à un déplacement de population de la campagne vers la ville. Si tel était le cas, nous pourrions en conclure que la situation linguistique de la Corée du Sud, de l'Iran ou de l'Égypte devraient évoluer vers l'unification (puisque le pays évolue vers la formule A : *une grande ville, cette ville est la capitale*), tandis que celles de la Chine ou de l'Inde devraient rester plus diversifiées (ces pays illustrant la formule B : *plusieurs grandes villes, une d'entre elles est capitale*).

Et, si les progrès constants de l'urbanisation associés à la centralisation sont de nature à modifier les situations linguistiques, nous pouvons de la même façon conclure que les pays européens centralisés (comme la Grande-Bretagne, la France, le Portugal ou la Grèce) devraient évoluer plus vite vers l'unification que les pays moins centralisés (comme l'Espagne ou l'Italie ...).

RETOUR À L'AFRIQUE

Revenons donc à l'Afrique. En 1920, 5 % de sa population vivaient dans des villes de plus de 20 000 habitants, ce pourcentage passant à 6 % en 1930, à 7 % en 1940, à 10 % en 1950, à 13 % en 1960 à 16 % entre 1970 et 1980 (*Atlas des Civilisations africaines*, 1983 : 73). La progression est donc constante, mais nous sommes loin du taux d'urbanisation de l'Europe, comme le montrent les courbes comparatives de la figure 2.

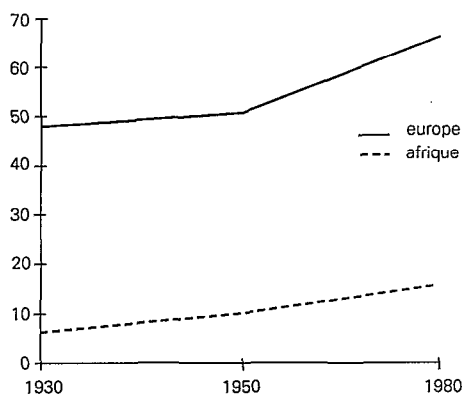


FIG. 2. — Taux d'urbanisation comparés en Europe et en Afrique.

TABLEAU II
Rapport entre le taux d'urbanisation et le nombre de langues véhiculaires

	1959	1975	Langue(s) véhiculaire(s)
Bénin	6	15	2 (fon, dendi)
Burkina	4	8	2 (more, jula)
Burundi	1,5	4	1 (kirundi)
Cameroun	9	24	4 (français, peul, ewondo, pidgin)
Rép. Centrafricaine	10	20	1 (sango)
Congo	25	45	2 (lingala, munukutuba)
Côte-d'Ivoire	6	25	1 (jula)
Gabon	6	20	
Guinée	6	20	
Niger	5	8	2 (zarma, hawsa)
Mali	8	10	1 (bambalwa)
Mauritanie	3	25	
Rwanda	1	4	1 (kinyarwanda)
Sénégal	19	30	1 (wolof)
Tchad	4	14	
Togo	8	13	
Zaïre	15	30	4 (swahili, lingala, ciluba, kikongo)

Mais il s'agit là d'un taux moyen et la situation est très différente selon les pays. Ainsi, comme on le voit dans le tableau II, ce taux d'urbanisation, en 1975, allait de 4 % (au Burundi) à 45 % (au Congo).

Un autre problème est de savoir comment mesurer l'unification linguistique d'un pays. En partant de l'idée qu'il n'y a pas en Afrique de pays monolingue (les contre-exemples généralement avancés, le Rwanda et le Burundi, ne résistent pas à l'analyse : on y parle plusieurs langues même s'il en existe une parlée par tout le monde), je propose de retenir comme indicateur provisoire le nombre de langues *véhiculaires* nécessaires pour se faire comprendre partout dans le pays. Cela ne signifie pas que *tous les habitants parlent cette ou ces langue(s)* mais plutôt que *l'on trouvera partout quelqu'un qui la (les) parle*. En outre, il est intéressant de se demander si, sur des périodes relativement courtes, les progrès de l'urbanisation s'accompagnent de progrès dans l'unification linguistique. J'ai donc porté dans le tableau II le taux d'urbanisation, en 1959 et en 1975, et, dans une troisième colonne, le nombre de

langues véhiculaires du pays. Cette troisième indication est moins fiable que les précédentes. Plusieurs situations peuvent se présenter :

- une même langue est parlée par tous les habitants du pays, même si certains d'entre eux peuvent parler d'autres langues (Rwanda, Burundi) ;
- une langue véhiculaire est en passe de couvrir le pays (wolof au Sénégal, bambara au Mali) sans mettre en question l'existence d'autres langues ;
- le pays est extrêmement morcelé linguistiquement, sans langue véhiculaire (Gabon).

De plus, nous sommes mal renseignés sur de nombreux pays. Si nous savons par exemple que Niamey a deux langues véhiculaires (zarma et hawsa) ou que le jula est véhiculaire à Abidjan, cela ne nous dit rien sur la situation de l'ensemble du Niger ou de la Côte-d'Ivoire et il faut, en attendant que des enquêtes précises soient menées, être prudents.

Si notre hypothèse concernant les rapports entre taux d'urbanisation et degré d'unification linguistique était exacte, nous devrions avoir une unification linguistique d'autant plus grande que le taux d'urbanisation est élevé, selon une formule idéale du type :

taux d'urbanisation X nombre de langues véhiculaires = constante

Or, on voit tout de suite que la situation est loin d'être celle-là et que si certains pays (Sénégal, Congo, etc.) confirment l'hypothèse, il y a des contre-exemples de différents types (Rwanda, Burundi, Gabon, Mali). En outre, la valeur de la « constante » varierait de 30 (Sénégal) à 90 (Congo ou Cameroun), ce qui ne fait aucun sens... On peut alors chercher du côté d'un autre type de formule qui intégrerait le *nombre de locuteurs des langues véhiculaires en présence*. Ainsi, entre 1959 et 1975, le taux d'urbanisation du Congo est passé de 25 % à 45 %. Or, si le nombre de langues véhiculaires n'a pas pour autant varié, on peut penser que cette augmentation s'est accompagnée d'une croissance corrélative du nombre de locuteurs du lingala et du munukutuba, les deux grandes langues véhiculaires du pays. Pendant la même période, le taux d'urbanisation du Sénégal est passé de 19 % à 30 % et l'on peut estimer que cette augmentation s'est accompagnée d'une croissance corrélative du nombre de locuteurs du wolof, etc. En d'autres termes, ceci revient à considérer que le phénomène véhiculaire africain est plus ancien que le phénomène urbain (l'expansion du swahili ou du manding véhiculaires, par exemple, est liée au commerce), mais que l'urbanisation a multiplié le nombre de personnes concernées par ce besoin véhiculaire.

Il nous faut mieux préciser ce que nous entendons par « urbanisation ». La romancière danoise Karen BLIXEN (1987 : 20-22) nous a donné, dans *Out of Africa* une description de Nairobi au début du siècle, dans laquelle elle distinguait différents quartiers :

« The quarters of the Natives and of the coloured immigrants were very extensive compared to the European town. The Swaheli town, on the road to the Muthaiga club, had not a good name in any way, but was a lively, dirty and gaudy place [...] The Somali town was farther away from Nairobi, on account, I think, of the Somalis system of seclusion of their women [...] The Indians of Nairobi dominated the big business quarter of the Bazaar, and the great Indian merchants had their villas just outside the town ».

Cette distinction entre « ville européenne », « quartiers indigènes », « ville swahilie », « ville somalie » et quartier des riches commerçants indiens, même si elle ne constitue ici qu'une description littéraire, témoigne bien de l'origine des villes africaines qui se sont constituées par aggrégation de quartiers ethniques.

La toponymie des villes garde souvent le souvenir de cette constitution ; il existe à Niamey, au Niger, *foulanikoïra*, le « quartier peul », qui n'a plus de peul que le nom ; à Bamako, au Mali, *wolofubugu*, le « quartier wolof » aujourd'hui tout aussi bambara que les autres ; et dans différentes villes africaines de l'ouest, un quartier *zongo* (en hawsa : « étranger », par lequel transitaient les nouveaux arrivants. Ces quartiers avaient donc au départ leur langue (peul ou wolof dans les cas cités ci-dessus) que le brassage urbain a ensuite confrontée à d'autres langues. Les choses sont d'ailleurs très claires à Brazzaville, au Congo, où le quartier *bacongo* porte non seulement le nom d'une ethnie (comme à l'origine les quartiers *mango* et *monzombo*) mais possède encore aujourd'hui des caractéristiques linguistiques le différenciant des autres quartiers (domination du lari et du munukutuba). Il nous faut donc cerner à quel type d'intégration à la ville correspondent les migrations ; COQUERY-VIDROVITCH a proposé de distinguer en Afrique noire trois étapes dans l'urbanisation :

— celle des ruraux prolétariés :

« coupés de leur village ils vivent repliés sur leur quartier où ils tentent, tant bien que mal, de reconstituer un succédané de leur univers ethnique et religieux, en survivant très majoritairement grâce au secteur informel » ;

— celle des « nouveaux citadins » qui :

« vivent encore à plein leur double appartenance, villageoise et urbaine, adhérant à la fois à des associations fondées sur la solidarité coutumière et à des collectivités urbaines ; ils assu-

ment une aide familiale très lourde, à partir de revenus moyens ou faibles ... » ;

— celle enfin des citadins qui sont :

« nés en ville au sein d’une société hétérogène ; ils constituent l’amorce d’une classe moyenne en formation, c’est-à-dire à revenus susceptibles de faire vivre quatre ou cinq personnes. Ce sont les moins nombreux mais les mieux intégrés, parce que les plus détachés des liens ethniques qu’ils transgressent volontiers en faveur d’associations volontaires interculturelles (sportives ou syndicales) ».

Nous reviendrons un peu plus loin sur ces étapes.

DES MARCHÉS ET LEURS LANGUES

Si le rapport entre taux d’urbanisation et degré d’unification linguistique en Afrique n’est pas facile à mettre en équation, les villes y jouent cependant un rôle linguistique évident. Un certain nombre d’enquêtes réalisées en Afrique noire ont montré que dans des villes

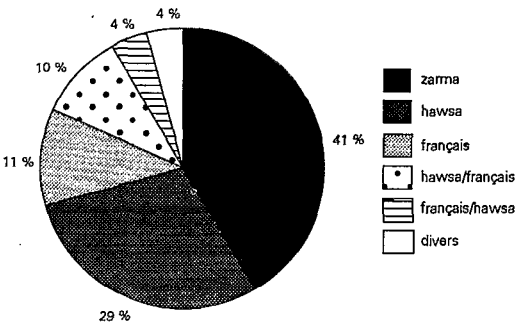


FIG. 3. — Les langues parlées au «petit marché», Niamey.

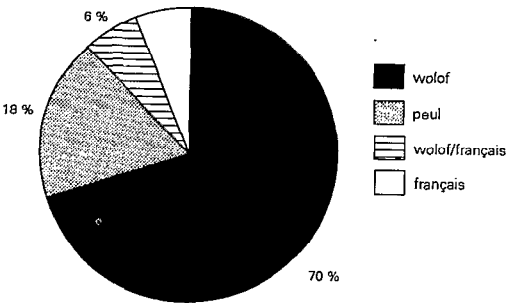


FIG. 4. — Les langues parlées au «marché sandaga», Dakar.

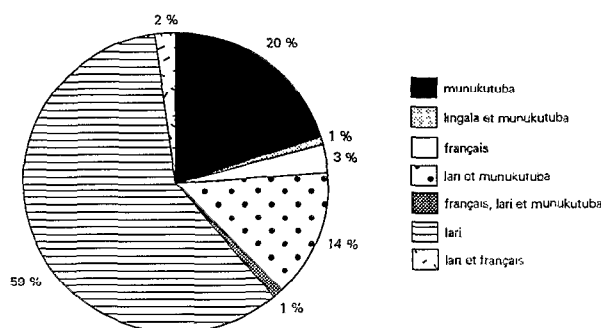


Fig. 5. — Les langues parlées au « marché total », Brazzaville.

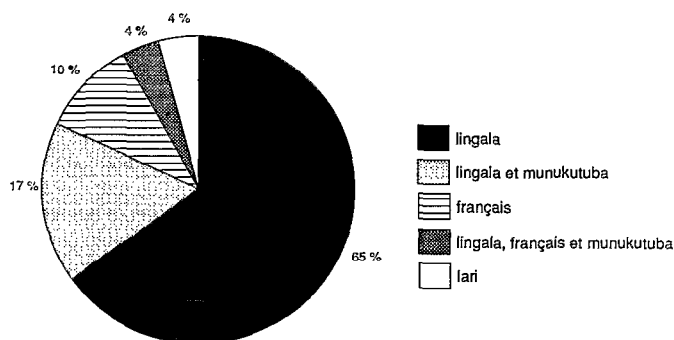


Fig. 6. — Les langues parlées au marché de Poto Poto, Brazzaville.

comme Dakar, Bamako, Niamey ou Brazzaville, où l'on compte plus de vingt langues premières, des langues véhiculaires émergent, langues d'intégration à la ville bien sûr, mais en même temps langues potentielles d'unification du pays : le wolof à Dakar, le bambara à Bamako, le zarma et le hawsa à Niamey, le lingala et le munukutuba à Brazzaville, etc.

Je me contenterai de résumer rapidement (fig. 3, 4, 5 et 6), certaines études déjà publiées ailleurs et que le lecteur pourra consulter (CALVET, 1985, 1987). Il s'agit d'enquêtes par observations et/ou par questionnaires sur les marchés urbains ; elles reposent sur l'hypothèse que, par la pratique commerciale qui nécessite la communication, le marché est un révélateur de l'émergence des langues véhiculaires. Il ressort que Niamey est partagée entre deux grandes langues véhiculaires, le zarma et le hawsa, que le wolof domine largement à Dakar, et que lari et lingala se partagent géographiquement le centre de Brazzaville.

Si nous comparons ces données relatives aux capitales (fig. 3, 4, 5 et 6) à ce que nous savons de la situation linguistique de ces trois pays,

nous voyons que la ville catalyse l'émergence de langues véhiculaires, langues d'intégration urbaines qui peuvent ensuite repartir dans le pays, le long des différents axes de communications (routes, pistes, fleuves, chemin de fer ...).

Dans cette évolution qui va de la *migration* vers la *citadinité*, on peut, comme COQUERY-VIDROVITCH, repérer des indices financiers (les revenus) ou culturels (les liens avec le village, la famille). On peut y ajouter des indices géographiques (à quel type d'implantation, à quels types de quartiers, correspond chacune des trois étapes de COQUERY-VIDROVITCH?). Et l'on peut enfin se demander quel est le pendant linguistique de ces étapes. N'importe quel linguiste africaniste qui a tant soit peu réfléchi aux problèmes de la sociolinguistique urbaine sait intuitivement que les solidarités culturelles, ethniques ou religieuses s'accompagnent de solidarités linguistiques. Mais le problème est d'aller plus loin que ces intuitions et de mettre en évidence ces facteurs. Reprenons donc, dans le processus qui mène du stade de la migration à celui de la citadinité, les principaux indicateurs, afin de cerner les points sur lesquels nous avons déjà des données et ceux sur lesquels des enquêtes ou des réflexions plus précises seraient utiles.

QUELQUES INDICATEURS POTENTIELS DE L'INTÉGRATION À LA VILLE

L'indicateur économique (du secteur informel aux classes moyennes)

Ici se pose le problème de l'éventuelle conscience de classe aux différentes étapes de l'intégration à la ville : dans quelle mesure les individus qui se trouvent objectivement dans la même situation économique, qui ont les mêmes intérêts, les mêmes adversaires, sont-ils conscients de ces convergences, de ces intérêts communs ? Dans quelle mesure les liens maintenus avec le village font-ils obstacle à l'émergence d'une identité de groupe en ville ? COQUERY-VIDROVITCH apporte à ces questions une réponse qui intègre en partie le facteur linguistique :

« La maintenance de relations étroites avec la parentèle rurale, le sentiment — même après de longs séjours — de ne faire que “passer” en ville, la persistance, voire le renforcement des liens de clientèle sont autant d'obstacles à cette “conscience de classe”. Mais de la montée de celle-ci on ne peut plus faire abstraction. Certains signes ne trompent pas, ne serait-ce que l'émergence d'un *vocabulaire de classe* dans des langues d'où ce type de terminologie était exclu : ainsi, à Nairobi, les gens font-ils en swahili la distinction entre le peuple (*wananchi*) des pauvres gens (*wakini*) et les riches ou *wazungu* (blancs) ; la désignation des classes moyennes fait aussi son apparition,

sous la forme des *makarani* ("clercs", évolués) [...]. Dans les villes tanzaniennes, le vocabulaire est plus net encore, en raison de la propagande officielle de la TANU qui accentue l'utilisation des termes péjoratifs à l'égard des nantis».

Il est vrai que la première trace d'unification linguistique africaine, qui remonte au début de l'ère coloniale, se trouve dans la façon dont on a nommé l'autre, le Blanc, l'Européen. Du *tubab* de l'Afrique de l'ouest au *mundele* du Congo et du Zaïre en passant par le *nasara* du Niger, du Nigeria et du Burkina, nous avons un vocabulaire qui n'appartient pas à une langue africaine particulière (d'ailleurs dans deux des trois exemples ci-dessus il s'agit de mots arabes), qui fonctionne à la fois dans la langue véhiculaire et dans les langues grégaires, et qui définit donc un groupe social par-delà les différences linguistiques ; on nomme au Mali l'Européen *tubabu* que l'on parle bambara, peul, songhaï ou bobo... (CALVET, 1979). Et l'on pourrait ici initier des études sur *la façon dont les variantes urbaines des langues véhiculaires africaines lexicalisent la situation économique des migrants*.

L'indicateur culturel (les associations, les liens...)

On sait que de nombreux groupes ethniques ont, en ville, des associations aux réunions desquelles ils participent avec assiduité : les Peuls, par exemple, se réunissent à Bamako (Mali), Dakar ou Ziguinchor (Sénégal), pour des cours d'alphabétisation ou pour des discussions culturelles... *Il serait ici intéressant de comparer le taux de fréquentation de ces associations, leur maillage et le taux de conservation de la langue*, et de chercher un éventuel rapport entre cette fréquentation et le temps passé en ville par les migrants.

Deux études menées par GUGLER (1971) dans la ville d'Enugu, au Nigeria, semblent nous montrer que ces liens culturels sont durables. En 1961-1962, GUGLER avait étudié les relations qu'entretenaient les nouveaux citadins avec leurs lieux d'origines et il avait été frappé par le fait que ces campagnards urbanisés n'appartenaient pas seulement à la ville dans laquelle ils vivaient mais aussi au village d'où ils venaient :

« Irrespective of his birthplace, every Eastern Nigerian can point without hesitation to a community in which his forefathers lived and which he considers his "home place", i.e. the community in which his forefathers lived, even if he himself was not born there » (GUGLER, 1971 : 400-421).

Vingt-six ans après, en 1987, une seconde enquête menée sur le même terrain montre que rien n'a changé dans les rapports au village : les réponses à des questions aussi variées que « où voulez-

vous être enterré? », « avez-vous construit une maison dans votre village? », « appartenez-vous à une association ethnique? », « depuis quand êtes-vous allé en visite au village? », etc., sont à peu près les mêmes. Surtout, les pourcentages de gens nés au village n'ont pas changé :

		vendeurs sur le marché	« cols bleus » <i>blue-collar workers</i>	retraités <i>retired staff</i>	fonctionnaires <i>junior senior civil servants</i>	indépendants <i>self-employed</i>
nés au village <i>born in home place</i>	1961	98 %	96 %	97 %	79 %	81 %
	1987	92 %	94 %	97 %	76 %	52 %

GUGLER conclut que :

« The Third World is in the midst of the urban transition. By the end of the century close to two billion people will live in urban settlements in Asia, Oceania, Africa, Latin America and the Caribbean. In many countries, however, large numbers will not be permanent urban residents but temporary sejour-ners who remain deeply involved in a rural community. »
(GUGLER, 1990.)

Sur le plan linguistique, la situation d'Enugu est relativement simple, le résultat linguistique de l'urbanisation semblant être la véhicularisation d'un anglais local :

« Les Igbo que nous interviewions à Enugu pour la plupart parlent aussi un anglais plus ou moins correct, suivant leur degré d'instruction. Seule une infime minorité utilise l'Anglais avec les enfants afin de faciliter leur réussite scolaire. Les quel-ques marchands Hausa savent l'anglais plutôt que l'Igbo ».

Mais GUGLER souligne que :

« Le changement majeur depuis l'Indépendance est que l'on est devenu plus tolérant vis-à-vis des déviations dans la gram-maire et la prononciation de l'anglais. » (GUGLER, 1990, *comm. pers.*)

Ce qui semble indiquer un effet de l'urbanisation sur la langue.

**L'indicateur géographique
(quelle implantation en ville, différences entre quartiers)**

On songe par exemple au rôle que joue une ville satellite comme Pikine, sorte de sas entre Dakar et le reste du pays, où les migrants vivent encore souvent en groupes ethniques. De la même façon, l'organisation de Brazzaville en deux grands groupes, Nord/Sud, correspondant à la division ethnique Nord/Sud du pays, montre

qu'il y a des liens entre cet indicateur et les deux autres. Sur ce point, *il faudrait savoir si la richesse du répertoire linguistique est fonction du quartier d'implantation*. Il serait intéressant, par exemple, de comparer le répertoire linguistique de groupes ethniques de la région de Dakar à Pikine, Colobane, Médina et au centre ville.

Mais Brazzaville offre d'autres directions de réflexion. Une étude (SIMONDON *et al.*, 1989) montre, par exemple, que la malnutrition (*stunting* dans le texte) dans la partie nord de la ville est plus liée au quartier qu'à la profession de la mère et croît de Potopoto à Moun-gali, de Moun-gali à Ouenzé et de Ouenzé à Mikalou :

« la probabilité de survenue d'un *stunting* pour un enfant de la zone d'étude est différente selon le lieu de résidence, indépendamment de certaines caractéristiques du niveau de vie de la famille. »

C'est-à-dire que le risque de malnutrition augmente, dans cet ordre, selon que la mère est salariée, élève, commerçante, sans profession ou vendeuse à domicile, mais qu'il augmente aussi selon le lieu de résidence. Or, cette gradation, qui va du centre vers la périphérie, correspond aussi *grosso modo* pour les trois premiers quartiers (je n'ai pas de chiffres pour Mikalou) au degré d'assimilation à la ville par le biais de la langue lingala, avec une légère croissance de l'utilisation de la langue dans le sens Ouenzé-Potopoto. Cette corrélation n'est pas la seule, et si nous consultons l'*Atlas de Brazzaville* (DEVAUGES, 1984) nous constatons que ces quartiers se différencient également par le niveau de scolarité atteint, le type d'habitation, la taille des ménages, la disposition d'eau courante, d'électricité ou de lieux d'aisance. À la lecture de l'*Atlas de Brazzaville*, on peut diviser grossièrement la ville en trois grandes zones.

Premièrement, une *zone centrale*, le septième arrondissement (ou « plateau ») où vivent essentiellement les populations européennes, caractérisées par :

- le niveau de scolarisation des habitants et leurs revenus élevés ;
- la dimension réduite des familles (de 2 à 4 personnes) ;
- le type d'habitat (immeubles modernes, à étages, disposant d'électricité, de toilettes modernes, d'eau courante) et le fait que les gens sont locataires (environ 30 %) ou logés gratuitement (27 %).

Dans cette zone se trouvent la cathédrale, trois hôpitaux, deux bibliothèques et le musée national. En revanche, on n'y trouve qu'un petit marché en plein air (« le marché du plateau »), la population faisant plutôt ses courses (en français) dans des commerces de type supermarché.

Deuxièmement, une *zone sud-ouest* (premier et deuxième arrondissements : Baongo, Makelekele, Moukoudji, Ngouaka).

Troisièmement une *zone nord* (troisième à sixième arrondissements : Potopoto, Moungali, Ouenze, Talangäi).

Les habitants de ces deux dernières zones ont les caractéristiques suivantes :

- ils sont analphabètes (environ 50 %) ou n'ont fréquenté que l'école primaire ;
- ils sont essentiellement travailleurs manuels ;
- les familles comprennent entre cinq et onze membres ;
- ils vivent le plus souvent dans des habitats au sol en ciment et au toit de tôle, dont ils sont plutôt propriétaires à Bacongo (plus de 70 %) et plutôt locataires à Potopoto (plus de 50 %), et ils s'éclairent avec des moyens traditionnels (pétrole, etc.).

Dans la zone sud-ouest se trouvent un hôpital, une mission protestante et une dizaine de marchés en plein air (Ta Ngoma, Marché Total, Moukoundji-Ngouaka, Makelekele, Kisito, etc.). Dans la zone nord se trouvent une clinique, un centre hospitalier, une mosquée et également une dizaine de marchés en plein air (Quinze-Ans, Potopoto, Moungali, Ouenzé, Dix-francs, Intendance, etc.).

On voit donc que ces zones correspondent *grosso modo* à celles que l'enquête sociolinguistique a déterminées et que les locuteurs du Lari et du Munukutuba (originaires de la région ou du sud du pays) du quartier de Bacongo n'ont pas le même rapport à la propriété, par exemple, ou peut-être à la religion, que les locuteurs du Lingala (originaires du nord) du quartier de Potopoto. Bien sûr, le facteur linguistique n'est ici nullement déterminant, il est simplement corrélié aux autres facteurs mais, à ce titre, il doit bien entendu être pris en compte dans une réflexion sur l'urbanisation.

L'indicateur linguistique

Cet indicateur est ici rappelé pour mémoire, car le facteur linguistique est présent partout. Mais une étude comme celle que WALD a consacrée aux Yakoma de Bangui (RCA) montre que cette population distingue deux formes de sa langue (le « yakoma authentique » et le « yakoma élémentaire ») et deux formes de la langue véhiculaire (le « sango des Yakoma » et le « sango de Bangui »). Ces quatre formes peuvent n'en faire que trois, ou s'inscrire dans un continuum ; la situation des Yakoma est d'ailleurs très particulière puisque leur langue se trouve à l'origine du sango véhiculaire et qu'il ne semble pas y avoir à Bangui, sur le modèle du « sango des Yakoma », un « sango des Zandé » ou un « sango des Gbaya ». De telles études, si elles se multipliaient, nous éclaireraient sur les degrés d'intégration à la langue de la ville et le degré de conservation de la langue d'origine.

Par ailleurs, lorsqu'une langue remplit en ville une fonction véhiculaire, il n'est pas rare qu'elle se différencie formellement de sa variante rurale, et ce rapport entre formes et fonctions de la langue est particulièrement intéressant : les langues véhiculaires africaines ont tendance à se simplifier, à se régulariser, le facteur urbain jouant ici un rôle flagrant non plus dans l'avenir linguistique du pays mais dans l'avenir des langues elles-mêmes. Nous en trouvons un bel exemple dans le wolof parlé à Dakar. Le système des classes du wolof présente huit marques du singulier et deux marques du pluriel, que l'on peut présenter de la façon suivante :

— singulier K L B G J S M W
— pluriel ñ Y

Mais le couple B/Y présente une tendance constante à accroître son domaine aux dépens des autres classes, tendance qui peut s'expliquer par le contenu sémantique de la classe B, qui a valeur de « singulatif ». Ainsi *goor*, « homme », de classe /G/, passe-t-il en ville à la classe /B/, tout comme *jigèen*, « femme », de classe /J/ ; ce passage crée d'ailleurs une confusion entre *jigèen*, traditionnellement de classe /J/ passant à la classe /B/, « femme », et *jigèen* traditionnellement de classe /B/, « sœur ».

	wolof traditionnel	wolof contemporain
goor	goorgi	goorbi
jigèen (femme)	jigèenji	jigèenbi
jigèen (sœur)	jigèenbi	jigèenbi (THIAM, 1987)

Ce qui nous intéresse ici, c'est le rapport entre ce que nous avons ci-dessus appelé « wolof contemporain » et plus haut « wolof urbain » (d'après THIAM, 1987). Il y a en effet en ville une accélération du processus général de mutation du système des classes. C'est-à-dire que nous nous trouvons face à deux couples, l'un synchronique (wolof urbain/rural) et l'autre diachronique (wolof traditionnel/contemporain) qui interfèrent : le changement apparaît certes en ville, mais est-il le produit de la véhicularisation (ou de la dévernacularisation) ou tout simplement de la dynamique de la langue ? Sans doute des deux, et nous trouvons ici la convergence de l'approche dite « linguistique » et de l'approche dite « sociolinguistique » qui ne me paraissent pas séparables et dont la situation urbaine nous montre l'imbrication.

UNE VISUALISATION DES EFFETS DE L'URBANISATION

À la suite des travaux de CHAUDENSON (1989) sur un projet de grille d'analyse des situations francophones, une proposition de

graphique d'évaluation des situations plurilingues (CALVET, 1990) appliqué conjointement à la situation du Sénégal (fig. 7), à celle de la principale ville de Casamance, Ziguinchor (fig. 8), et à celle de la capitale, Dakar (fig. 9), a été formulée pour montrer l'effet de l'urbanisation sur une situation linguistique, en partant des chiffres suivants :

Corpus (ou degré d'usage) :

- français, 10 % de locuteurs dans le pays, 35 % à Dakar, 25 % à Ziguinchor,
- wolof, 80 % de locuteurs dans le pays, 95 % à Dakar, 90 % à Ziguinchor,
- peul et toucouleur, 25 % de locuteurs dans le pays, 17 % à Dakar, 19 % à Ziguinchor,
- serer, 18 % de locuteurs dans le pays, 6 % à Dakar, 5 % à Ziguinchor,
- diola, 7 % de locuteurs dans le pays, 3 % à Dakar, 50 % à Ziguinchor,
- mandingue, 5 % de locuteurs dans le pays, 5 % à Dakar, 53 % à Ziguinchor ;

Certains de ces chiffres (pour le français) procèdent, en l'absence de données sérieuses, d'évaluations approximatives, les autres viennent d'enquêtes diverses (JEUNE AFRIQUE, 1980 ; CALVET, 1985 ; DREYFUS, 1986).

Statut (ou degré de reconnaissance) : valeur 100 pour le français (langue officielle), valeur 10 pour les autres langues (langues « nationales »).

On voit (fig. 7), que le statut du français est nettement surévalué en comparaison de son corpus, que le wolof pour sa part connaît la situation inverse, et que le peul, le serer, le mandingue et le diola, situés dans le coin gauche du diola, ont un degré de reconnaissance proche de leur corpus. Mais, pour ces quatre dernières langues, ce graphique est trompeur car elles ne sont parlées que dans certaines

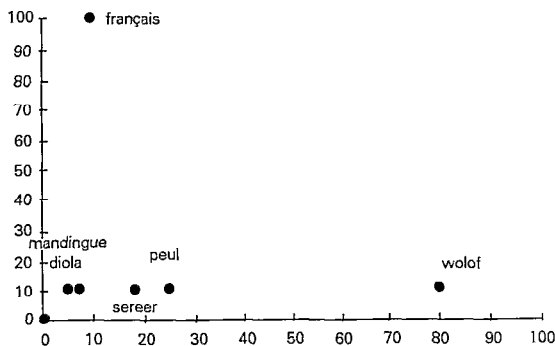


FIG. 7. — Graphique d'évaluation de la situation plurilingue au Sénégal.

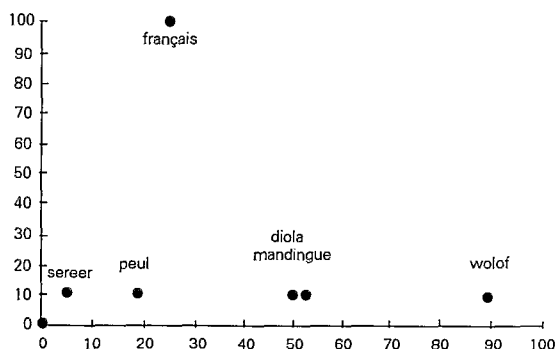


FIG. 8. — Graphique d'évaluation de la situation plurilingue à Ziguinchor, Casamance, Sénégal.

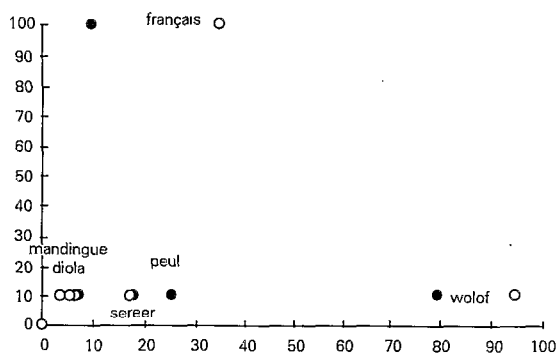


FIG. 9. — Graphique d'évaluation de la situation plurilingue à Dakar, Sénégal.

parties du pays et leur degré d'usage va changer considérablement selon les régions.

On voit immédiatement sur le graphique tel que nous pourrions l'élaborer pour la ville de Ziguinchor, en Casamance (fig. 8) que si le français et le wolof sont à peu près dans la même situation que dans l'ensemble du pays (même si le français est plus parlé en ville que dans le pays), le diola et le mandingue se déplacent considérablement vers la droite du tableau et que leur statut régional est très différent de leur statut national. Et nous pourrions observer le même phénomène pour le peul si nous faisons le graphique de la région du fleuve ou, pour le serer, si nous faisons le graphique de la région du Sine Saloum.

Il est également possible de porter, à des fins de comparaison, sur le même graphique les données concernant l'ensemble du pays et

celles concernant une ville ou une région, ce qui a été fait pour la ville de Dakar et l'ensemble du Sénégal. Nous obtenons ainsi le graphique de la figure 9, sur lequel, pour chaque langue considérée, le point noir indique le statut de la langue dans l'ensemble du pays et le point blanc le statut de cette même langue dans la capitale.

On voit (fig. 9) que si le statut (le degré de reconnaissance) des langues est le même dans la capitale et dans le pays (ce qui n'est pas une loi générale : l'exemple de Bruxelles suffit à le montrer), le corpus (le degré d'usage) augmente pour certaines langues (français et wolof) et diminue pour les autres, et ce graphique visualise donc une dynamique, il nous montre quelles sont les langues qui profitent de la situation urbaine pour accroître leur statut véhiculaire.

L'hypothèse provisoire qui se dégage est donc que l'émergence (ou le renforcement du statut) d'une langue véhiculaire est fonction de l'augmentation du taux d'urbanisation et du type d'urbanisation, et qu'à l'inverse la maîtrise de cette langue véhiculaire est l'un des modes d'intégration à la ville. Si cette hypothèse s'avérait, nous aurions un instrument non négligeable de prospective utilisable dans les opérations de planification linguistique. Si certains pays africains songent par exemple à introduire certaines de leurs langues à l'école, une vision précise des mouvements en cours et une idée de leur évolution seraient d'une aide précieuse pour déterminer quelle(s) langue(s) choisir. Ceci implique que nous développiions des études plus précises sur ce point mais nous disposons là d'une opportunité exemplaire de montrer en quoi la science linguistique peut être mise au service du développement.

BIBLIOGRAPHIE

- Atlas des civilisations africaines*, 1983. — Paris, Nathan.
- Blixen (K.), 1987. — *Out of Africa*, Londres, Penguin books.
- CALVET (L.-J.), 1979. — *Langues, Corps, Société*, Paris, Payot, chap. V.
- CALVET (L.-J.), 1985. — *Les langues du marché*, Paris, université René-Descartes.
- CALVET (L.-J.), 1987. — *La guerre des langues*, Paris, Payot.
- CALVET (L.-J.), 1990. — « Les graphiques d'évaluation des situations plurilingues », in *Plurilinguismes*, Paris, n° 2.
- CALVET (L.-J.) et al., 1985. — *Rapport de mission à Ziguinchor*, Paris, université René-Descartes.
- CHAUDENSON (R.), 1989. — « Vers la mise au point d'une grille d'analyse des situations linguistiques de l'espace francophone », in *Langues, économie et développement*, Institut d'études créoles et francophones.
- COQUERY-VIDROVITCH (C., dir.), 1990. — *Processus d'urbanisation en Afrique*, Paris, L'Harmattan.
- DENIS (M.-N.) et VELTMAN (C.), 1989. — *Le déclin du dialecte alsacien*, Strasbourg.

- DEVAUGES (R.), 1984. — *Atlas de Brazzaville*, Paris, Orstom.
- DRESCH (J.), 1949 a. — *Villes congolaises*.
- DRESCH (J.), 1949 b. — *Les villes d'Afrique occidentale*.
- DREYFUS (M.) et CALVET (L.-J.) (dir.), 1986. — *Le multilinguisme des enfants à Dakar*, Paris, université René-Descartes, DEA.
- FOURQUET (J.), 1988. — « La situation linguistique en Allemagne », in *Le langage*, Paris, Gallimard (La Pléiade).
- GUILBOT (J.), 1948. — *Petite étude sur la main-d'œuvre à Douala*.
- GUGLER (J.), 1971. — « Life in a Dual System : Eastern Nigerians in town, 1961 » in *Cah. d'Études Africaines*, vol. XI, n° 43.
- GUGLER (J.), 1990. — « Life in a dual system revisited : Urban-Rural ties in Enugu, Nigeria, 1961-1987 » in *World Development*.
- HAERINGER (Ph.), 1983. — *La recherche urbaine à l'Orstom*, Paris, Orstom.
- JEUNE AFRIQUE (éd.), 1980. — *Atlas jeune afrique : Le Sénégal*, Paris.
- JOURDAN (Ch.), 1988. — « Langue de personne, langue de tout le monde : le pidjin à Honiara (îles Salomon) » in *Études créoles*, vol. XI, n° 2.
- MAXIMY (R. DE), 1987. — « Les marchés facteurs et témoins de l'urbanisation » in *Cah. Sci. Hum.*, vol. 23, n° 2.
- MEILLET (A.), 1928. — *Les langues dans l'Europe nouvelle*, Paris, Payot.
- PICQ (L.), 1984. — *Au-delà du ciel, cinq ans chez les Khmers rouges*, Paris, Barrault.
- RICHARD-MOLLARD (J.), 1950. — « Les villes d'Afrique Noire » in *France d'outre-mer* n° 250, XII.
- SIMONDON (F.) *et al.*, 1989. — « État nutritionnel des enfants d'âge préscolaire à Brazzaville » in *Urbanisation et santé dans le tiers monde*, Paris, Orstom.
- THIAM (N.), 1987. — *Les catégories nominales du Wolof : aspect sémantiques*, Dakar, faculté des Lettres et Sciences humaines, Centre de linguistique appliquée (CLAD).
- VELTMAN (C.), 1983. — « La transmission de l'alsacien dans le milieu familial » in *Revue des Sciences Sociales de la France de l'Est*, Strasbourg, nos 12-12 bis.